

Changement Climatique – Des voix du Sud

Par Joan Martinez-Alier et Leah Temper

Kyoto a échoué. Malgré de si nombreux avertissements de la part du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, dépendant de l'ONU), la réalité est que les émissions de dioxyde de carbone dans le monde sont en augmentation de plus de 3% par an. Ceci est un échec des pays qui ont ratifié le protocole de Kyoto, en encore plus de ceux qui, comme les États-Unis, sont restés en dehors du cadre timide de Kyoto ainsi que pour ceux qui n'étaient pas inclus dans l'Annexe I du traité de Rio de Janeiro de 1992.

Le monde brûle actuellement environ 85 millions de barils de pétrole par jour. Tandis que nous approchons le pic de production de pétrole (à 90 Mb/j ? 100 Mb/j ?), le prix du pétrole augmente toujours plus malgré les efforts pour en obtenir plus par tous les moyens, comme en Irak, dans le Delta du Niger, en Amazonie et d'autres « commodity frontiers ». Au Canada, les prix élevés du pétrole ont finalement rendu profitable l'exploitation des sables bitumineux de l'Alberta, où un baril équivalent pétrole est nécessaire pour produire 3 à 5 barils de pétrole. La courbe de Hubbert est nommée d'après le géologue qui, il y a 60 ans, a prédit que le pic de production de pétrole aux États-Unis aurait lieu au début des années 1970. La partie descendante de la courbe de Hubbert sera terrible. La descente sera plus difficile que ne l'a été la montée.

Le prix du pétrole est suivi par le prix du gaz naturel. Il y a aussi des conflits dans le monde à propos de l'extraction du gaz, comme en Bolivie où, il y a quelques années, les contrats de gaz ont coûté quelques douzaines de vies humaines et un changement de président, ainsi qu'en Birmanie où Unocal a enfreint les droits humains lors de la construction d'un oléoduc vers la Thaïlande. Le char avance, écrasant sous ses roues les peuples indigènes et la biodiversité.

Les prix du gaz et du pétrole sont encore trop bon marché, dans le sens où ni les dommages locaux (« externalités », si vous préférez), ni leurs effets sur le changement climatique ne sont inclus. Mais leurs prix augmentent rapidement car le pic de production du pétrole et celui du gaz qui le suivra approchent rapidement. Le « pic du pétrole » correspond à la quantité maximum de barils par jour produite dans le monde, après laquelle l'extraction diminuera tandis que la demande potentielle continuera à augmenter. Un autre effet du pic du pétrole est que l'on aura besoin de toujours plus d'énergie pour extraire du sol le pétrole restant, ce que l'on nomme le taux de rentabilité énergétique (en anglais *EROI* : *energy return on energy input*).

En revanche, les ressources en charbon sont abondantes, et il n'y a pas d'OPEP du charbon pour restreindre l'approvisionnement. Par conséquent, la première moitié du 21^{ème} siècle devrait être une ère du charbon. Déjà au cours du 20^{ème} siècle, l'utilisation du charbon a été multipliée par six. Les économies

qui croissent le plus rapidement au monde, la Chine et l'Inde, alimentent leur industrialisation avec du charbon bon marché, facilement accessible, contrariant les efforts de réduction de l'intensité énergétique des autres pays. Le problème, c'est que l'exploitation du charbon est une sale affaire, d'un point de vue social et environnemental, qu'il soit produit dans des mines souterraines ou à ciel ouvert. Le charbon contient en général du soufre, qui cause des pluies acides. Pour chaque unité d'énergie qu'il fournit, le charbon produit considérablement plus de dioxyde de carbone que le pétrole ou le gaz. Malgré cela, la crainte des limites d'émissions n'a pas empêché une explosion des constructions d'usines thermiques de production d'électricité, même dans les pays européens « progressistes », les gisements de charbon massifs de la Roumanie et de la Bulgarie étant une source d'approvisionnement de plus en plus utilisée.

Tandis que les technologies de capture et de stockage en sous-sol de certaines émissions de carbone dues au charbon deviennent accessibles à un certain prix, les prix des émissions de carbone sur le marché européen n'incitent pas à le faire. Il est simplement plus avantageux de polluer maintenant et d'en payer les conséquences plus tard. Ou bien de polluer en Europe et d'investir ensuite dans une plantation d'arbres ou un autre projet de développement durable dans les pays en développement. A cause de cela, les émissions de dioxyde de carbone d'origine humaine dans le monde continuent à augmenter en suivant une trajectoire qui implique qu'une concentration de 450 ppm devrait être atteinte dans à peine plus de trente ans, tandis que, selon le GIEC, les émissions devraient diminuer de 60 % au cours des prochaines décennies.

Histoire du changement climatique

L'histoire intellectuelle de l'augmentation de l'effet de serre ne fait pas encore partie des connaissances communes. Elle commence il y a au moins un siècle, quand Svante Arrhenius, un suédois détenteur du prix Nobel de chimie, a publié des calculs concernant les effets sur la température d'un doublement ou d'un triplement de la proportion de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, avec des résultats très proches des résultats actuels. En 1938, l'ingénieur électricien G. C. Callendar a publié un article¹ expliquant que la combustion de charbon allait produire une légère augmentation des températures sur le globe. Selon lui, il n'y avait rien à craindre. Tout le monde savait que brûler du charbon était une bonne chose pour l'économie et le bien-être humain, et l'augmentation de la température était bonne également, car elle pourrait étendre les surfaces de culture vers le Nord. Vingt ans plus tard, à la fin des années 1950, Roger Revelle, un protagoniste du film d'Al Gore, ainsi que d'autres scientifiques, ont lancé un cri d'alarme. Des mesures systématiques des concentrations de dioxyde de carbone dans l'atmosphère étaient effectuées. A la fin des années 1980, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a vu le jour.

Cette histoire intellectuelle est intéressante pour ses propres incohérences (des mesures tardives malgré les avertissements), mais aussi parce qu'elle met en

¹ G. S. Callendar, La production artificielle de dioxyde de carbone et son influence sur la température, *Quarterly Journal of the Royal Meteorological Society* (64, 223-237), 1938.

relief la responsabilité historique du changement climatique, qui repose sur les pays industrialisés. Est-ce que cette responsabilité devrait remonter à 1992 avec le traité de Rio de Janeiro ? Devrait-elle remonter à 1960, ou même encore avant ?

Politiques pétrolières du Sud : l'éco-taxe de l'OPEP ?

Les nouveaux pays industrialisés comme la Chine et l'Inde ne veulent pas parler du changement climatique. Quand ils le font, ils affirment qu'ils devraient avoir les mêmes possibilités de croissance que celles dont les pays occidentaux ont bénéficié. De leur côté, les pays exportateurs de pétrole (tout comme les pays exportateurs de charbon, comme la Colombie en Amérique Latine), n'ont pas voulu entendre parler de l'augmentation de l'effet de serre. Une diminution ou un plafonnement des émissions, s'ils se produisaient, impliqueraient une diminution de la demande de combustibles fossiles. Déjà en 1992, l'Arabie Saoudite a commencé à se plaindre qu'elle demanderait une compensation à ceux qui s'approprièrent à gâcher le marché du pétrole par des avertissements injustifiés à propos du changement climatique. Actuellement, la position officielle de l'OPEP est toujours la même, seulement légèrement modifiée tardivement en proposant de constituer un fonds pour subventionner la recherche sur les technologies de « séquestration » du carbone.

Par conséquent, il est d'autant plus remarquable qu'au sommet de l'OPEP de Ryad le 18 novembre 2007, le président de l'Équateur Rafael Correa, se basant sur un discours Herman Daly aux dirigeants du cartel en 2001 à Vienne², ait proposé une nouvelle éco-taxe sur les exportations de pétrole des pays de l'OPEP avec pour but explicite une légère diminution de la demande de pétrole de manière à diminuer les émissions de dioxyde de carbone. Les revenus de cette taxe (la taxe Daly-Correa ?) devrait être affectés à la réduction de la pauvreté (incluant la pauvreté énergétique), et aux énergies alternatives (c'est-à-dire géothermale, éolienne et solaire, et non, espérons-le, des agro-carburants, ou une prolifération nucléaire civile et militaire). Correa a annoncé que la taxe pourrait être de 3 % du prix du pétrole, dans un premier temps. Cette proposition comporte une part de justice économique (de nombreux pays appliquent des taxes importantes sur les importations de pétrole et de gaz, qui pénalisent les pays exportateurs). C'est aussi un élément de justice climatique, basé sur une nouvelle conscience des réalités de l'effet de serre (au moins pour l'un des plus petits membres de l'OPEP), et la distribution internationale de ses causes et effets. De telles réalités sont apparentes en Équateur, avec la fonte des glaciers des Andes, et la montée du niveau de la mer qui affecterait la ville de Guayaquil.

Dettes écologiques

D'autres voix du Sud demandent à Bali la reconnaissance des dettes écologiques ou des responsabilités environnementales contractées par le Nord envers le Sud. Cette question se présente sous deux aspects, public et privé.

² Herman Daly, Le développement durable et l'OPEP, dans *Ecological Economics and Sustainable Development*. Edward Elgar, Cheltenham, 2007.

Premièrement, les pays qui ont historiquement produit et continuent à produire plus de dioxyde de carbone par personne que les autres ont une « dette de carbone ». Jyoti Parikh, un ancien membre du GIEC a précisé en 1995 que la moyenne globale des émissions était d'environ une tonne par personne et par an. Les pays industrialisés ont produit les trois quarts des émissions, au lieu du quart qui leur aurait correspondu en se basant sur leur population. La différence était donc de 50% des émissions totales, ce qui représentait 3 milliards de tonnes à ce moment. Si l'on considère le coût marginal croissant de la réduction des émissions, le premier milliard de tonnes pourrait être réduits à un coût de 15 dollars par tonne, par exemple, mais ensuite le coût augmenterait de façon significative. En prenant une moyenne de 25 dollars, un montant annuel de 75 milliards de dollars par an allait du Sud vers le Nord.³

Le Nord a occupé les profondeurs (comme les océans) et l'atmosphère comme un dépôt temporaire. Ils sont débiteurs et ils devraient payer, comme l'ont suggéré, déjà en 1991, Anil Agarwal et Sunita Narain, du Centre pour la science et l'environnement de Delhi, proposant d'établir des permissions d'émissions égales par personne.

Deuxièmement, du point de vue des responsabilités des entreprises, de nombreuses compagnies pétrolières ont causé des dommages terribles aux habitants et aux autres êtres vivants des régions exploitées, au nom du profit. De nouveau, l'Équateur apporte des leçons : le procès contre Texaco (qui s'appelle maintenant Chevron-Texaco) qui a commencé à New York dans le cadre de la loi « *Alien Tort Claims Act* » en 1993 est en train de se conclure dans un tribunal à Lago Agrio, une ville polluée par le pétrole dans la province de Sucumbios. Le procès pourrait se terminer par un accord. Les dommages (causés par les fuites de pétrole, la combustion de gaz, plus de 600 bassins d'eaux d'extraction polluées et les cas de cancer résultants, extinctions de tribus, et perte de biodiversité) sont maintenant quantifiés en termes financiers car c'est la nature du procès (un procès civil pour des dommages et non un procès criminel).

Les dommages causés par Texaco entre 1970 et 1990 en termes de perte de santé humaine, destruction de groupes indigènes, pollution des sols et des eaux et perte de biodiversité, sont énormes. Texaco a pris consciemment la décision de ne pas réinjecter l'eau, ce qui était une pratique courante aux États-Unis à ce moment, et de ne pas signaler les lieux de stockage de déchets. Ces dommages peuvent être évalués en coûts évités par l'entreprise, ou en termes de valeur économique de la souffrance humaine et de la dégradation de la nature. Une somme de 6 milliards de dollars a souvent été mentionnée. La valeur actuelle de cette somme (avec un taux d'intérêt de seulement 5 %, et en prenant seulement en compte la perte de valeur du dollar au cours des 20 ou 30 dernières années) dépasserait 20 millions de dollars.

La leçon de Lago Agrio, c'est que les compagnies exploitant le pétrole, le charbon ou le gaz ne peuvent plus fuir leurs responsabilités sociales et environnementales, même quand elles opèrent à des endroits où la vie

³ Parikh, J.K. (1995), 'Joint Implementation and North-South Cooperation for Climate Change, *International Environmental Affairs*, 7, 1

humaine ne vaut pas cher, et alors que la destruction de la nature n'est pas prise en compte dans le calcul du bilan d'exploitation. Depuis 1993, c'est la société civile, à travers ses organisations et ses groupes de pression en Équateur et à l'étranger, qui a défendu cette cause.

La proposition Yasuní ITT

Enfin, il existe une autre politique pétrolière innovante venant de la société civile : la proposition Yasuní ITT, en Équateur elle aussi. Cette idée a été exprimée pour la première fois dans un document publié par l'ONG Oilwatch à Kyoto en 1997 : conserver les combustibles fossiles dans le sol justifie l'obtention de « crédits de carbone ». Ainsi, dans le gisement Ishpingo-Tambococha-Tiputini, dans le Parc National Yasuní, environ 920 millions de barils de pétrole lourd resteraient pour toujours dans le sous-sol, dans une zone habitée par des groupes indigènes, dont certains vivent en isolation volontaire, et qui renferme une biodiversité unique. Un bénéfice auxiliaire de la conservation du pétrole dans le sol (à part le fait de respecter la Nature et les droits humains), c'est que le dioxyde de carbone qui serait produit en brûlant le pétrole ailleurs, serait « emprisonné » dans le sous-sol. Les émissions de dioxyde de carbone que l'on éviterait sont de l'ordre de 410 millions de tonnes correspondant au pétrole, plus une certaine quantité correspondant à la déforestation que l'exploitation causerait. L'Équateur demande à recevoir de l'extérieur une partie des revenus qui seraient obtenus de l'exploitation du gisement. Actuellement, le gouvernement de l'Équateur soutient activement ce projet, qui a été lancé par Alberto Acosta début 2007, alors qu'il était ministre de l'Énergie. Acosta est maintenant le président de l'Assemblée Constituante. Il a déclaré que la région de l'ITT et d'autres parcs naturels devaient être déclarés comme zones interdites à l'exploitation pétrolière.

Ce projet, s'il est réalisé avec succès, pourrait être copié ailleurs – par exemple dans le territoire U'wa en Colombie, ou dans le Delta du Niger, ou bien dans certaines des pires mines de charbon du monde... En réalité, dans le Delta du Niger, les activistes Ogoni et Ijaw ont souvent fait remarquer l'incohérence entre la rhétorique internationale de « sauver le climat mondial », et la réalité locale de l'extraction de pétrole et de la combustion de gaz qui coûtent tant de vies humaines. Shell n'a jamais rendu de comptes pour les dommages causés et la mort de Ken Saro-Wiwa et ses camarades en 1995. A présent, Shell continue à brûler du gaz malgré de nouvelles lois qui interdisent cette pratique.

De nouvelles voix du Sud souhaitent être entendues. Elles demandent justice et refusent les aumônes proposées par le Nord sous la forme des « mécanismes de flexibilité » et des « prêts d'adaptation » qui transforment le principe du pollueur-payeur en un principe de « pollué-adapté ». Après presque vingt ans de politiques inefficaces sur le changement climatique dominées par le Nord, on est condamnée à l'échec de la même façon si l'on ne commence pas de écouter les voix de les pays pollués.